# La commande publique au service du développement des PME : un enjeu économique

*Agnès BRICARD,*
*Présidente du Club Secteur Public,*
*expert-comptable,*
*commissaire aux comptes*
*et Thomas LEGRAIN,*
*Président Coach'Invest*[2]
*Partenaire du Club Secteur Public*

**Agnès BRICARD**
*Présidente du Club Secteur Public, expert-comptable, commissaire aux comptes.*

**Thomas LEGRAIN**
*Président Coach'Invest*[2]
*Partenaire du Club Secteur Public*

Les achats publics de travaux, de fournitures et de services, qu'ils soient le fait d'administrations de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, représentent, avec une valeur de 120 milliards d'euros par an (10% du PIB), un moteur essentiel de l'économie de notre pays.

Les Etats-Unis ont élaboré depuis longtemps une stratégie en faveur de ces entreprises à travers le Small Business Act.

La capacité des entreprises, et notamment des PME à répondre aux appels d'offres influe considérablement sur leur devenir. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles certains pays, au premier rang desquels les Etats-Unis, ont élaboré depuis longtemps une stratégie en faveur de ces entreprises à travers le Small Business Act. Force est de constater que la manne financière que constitue les appels d'offres publics ne profite que très peu aux PME alors même qu'elles sont les entreprises les plus créatrices d'emplois. Du fait de leur taille et de leur structure réduite, les PME cumulent en effet des handicaps économiques et organisationnels pour répondre aux appels d'offres publics. Ainsi, les marchés publics leur échappent souvent, non par manque de compétences, mais bien par manque d'accompagnement.

**La capacité des entreprises, et notamment des PME à répondre aux appels d'offres influe considérablement sur leur devenir.** C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles certains pays, au premier rang desquels les Etats-Unis, ont élaboré depuis longtemps une stratégie en faveur de ces entreprises à travers le Small Business Act.

Conscients de cette problématique, les pouvoirs publics français cherchent actuellement à faciliter les relations d'achat entre les structures publiques, les grands comptes et les PME. **Cette volonté s'est traduite par l'adoption, le 1er décembre 2004, du "Pacte PME " par lequel dix-sept grands comptes et ministères français s'engagent à renforcer leurs relations commerciales avec les PME, notamment les jeunes entreprises innovantes.** C'est dans ce contexte que s'inscrit l'opportunité d'un accompagnement des PME par les experts-comptables afin de faciliter l'accès des entreprises les plus petites à la commande publique.

## Les PME sont confrontées à des difficultés bien spécifiques pour répondre aux appels d'offres publics

De par leur structure, les PME, et notamment les plus jeunes et les plus petites d'entre elles, rencontrent des difficultés majeures.